



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

Bureau des enquêtes publiques et de l'environnement

Affaire suivie par Brigitte Becker

Tel : 03.87.34.88.94

brigitte.becker@moselle.gouv.fr

Metz, le **22 NOV. 2024**

lettre recommandée avec AR n° 2C 115 008 8109 9

Monsieur le directeur,

Par lettre du 1^{er} octobre 2024, je vous ai adressé, pour observations, un exemplaire du projet d'arrêté complémentaire modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-230 du 24 juillet 2015 modifié relatif aux installations exploitées par la société URSA France sur la commune de Saint-Avold.

Sans observation de votre part dans le délai imparti, je vous notifie, sous ce pli, une copie de l'arrêté préfectoral pris ce jour.

Veuillez agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Richard Smith

Monsieur Olivier Marion
Directeur de la société Ursa France
Espace Europort
Zac de Carling
BP 70209
57506 Saint-Avold cedex

ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2024- 255

du **22 NOV. 2024**

**modifiant l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-230 du 24 juillet 2015 modifié
autorisant la société URSA France à exploiter ses installations
situées sur le territoire de la commune de Saint-Avold**

Le préfet de la Moselle
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles R.181-45 et R.181-46 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-230 du 24 juillet 2015 modifié autorisant la société URSA France à exploiter ses installations décrites dans le présent arrêté situées sur le territoire de Saint-Avold ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-DCAT-BEPE-128 du 1^{er} juillet 2022 mettant en demeure la société URSA de mettre en conformité la hauteur de la cheminée de l'atelier de fabrication du polystyrène extrudé XPS ;
- Vu** la notice d'information de modification du 21 mars 2023, transmise par courrier du 28 mars 2023 et référencée 2023-B960-5079 – Mise en place d'un nouveau système de traitement des effluents de l'entrée du four de polymérisation ;
- Vu** le rapport d'inspection du 18 octobre 2023 référencé SAINT-AVOLD_URSA_2023-10-03_RAPVI_NDSE_25362 ;
- Vu** l'avis favorable du SDIS du 13 septembre 2023 sur les moyens de lutte contre l'incendie du site d'URSA transmis à l'inspection des installations classées par courriel ;
- Vu** la notice d'information de modification du 4 janvier 2024, transmise par courriel du 2 février 2024 et référencée 2024-01-01 – Note d'information de modification : Moyens de lutte contre l'incendie ;
- Vu** le rapport du 11 septembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, service chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral dans le délai imparti ;

Considérant que les modifications envisagées sur le système de traitement des fumées à l'entrée du four de polymérisation Oven ne sont pas substantielles (ajout d'un système de pré-traitement) ;

Considérant la nécessité de mettre à jour les prescriptions relatives à la consommation d'eau, aux caractéristiques de la cheminée XPS et aux moyens de lutte contre l'incendie ;

Considérant la demande de l'exploitant par courriel du 21 août 2024 de corriger une erreur sur les flux horaires et annuels de poussières en sortie de la cheminée XPS ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société URSA (numéro SIREN : 351970595), dont le siège social est situé 9 porte de Neuilly à Noisy Le Grand (93160), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'ensemble des installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint-Avold.

Article 2 :

Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-230 du 24 juillet 2015 modifié susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 3.2.2 – Conduits et installations raccordées

Les émissions d'éthanol et de poussières, générées durant le déroulement de la production de polystyrène extrudé, devront être collectées par un système d'aspiration efficace permettant d'évacuer l'air chargé vers les installations de traitement.

Les opérations de dépotage du réservoir de stockage d'éthanol ne devront pas générer d'émissions gazeuses à l'atmosphère.

Les cheminées présentent les caractéristiques suivantes :

Conduits		Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Vitesse minimale d'éjection en m/s	Débit nominal en Nm ³ /h
1	Cheminée XPS	- ligne de fabrication XPS	22	1,2	8	55000
2	Cheminée de polymérisation	- four de fusion - entrée four de polymérisation - sortie four de polymérisation - forming - convoyeur de refroidissement	72	4,96	8	381380

L'exploitant dispose d'un orifice de prélèvement conforme aux dispositions de l'article 3.2.1 sur la cheminée de polymérisation. »

Article 3 :

Les dispositions relatives au point de rejet n° 1 en sortie de la cheminée XPS de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-230 du 24 juillet 2015 modifié susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« **Point de rejet n° 1 en sortie de la cheminée XPS :**

Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentration instantanée en mg/Nm ³	Flux horaire maximum en kg/h	Flux annuel maximal en t/an*
Poussières	10	0,55	4,7
COV Totaux exprimés en C total	100	5,5	46,8

**pour un fonctionnement maximal annuel de 8 520 heures*

Les flux des émissions totales (canalisées et diffuses) font l'objet de l'étude prescrite à l'article 3.6.1 »

Article 4 :

Les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-230 du 24 juillet 2015 modifié susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« **Article 4.1.1 – Origine des approvisionnements en eau**

Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 60 000 m³ par an.

Les installations de prélèvements sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur relevé mensuellement. Les résultats sont portés sur un registre. »

Article 5 :

Les dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-230 du 24 juillet 2015 modifié susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« **Article 7.5.3 – Moyens de lutte contre le risque d'incendie**

L'exploitant dispose a minima :

- d'un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel permettant aux services d'incendie et de secours de disposer d'un minimum de 420 m³/h pendant deux heures ;
- de 10 prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. Les poteaux incendie existants devront fournir l'eau à une pression dynamique à minima d'1 bar pendant deux heures ;
- d'une réserve tampon réglementaire dite « bache butyle », permettant de disposer d'un volume d'eau de 715 m³ pendant deux heures si celui-ci ne peut pas être obtenu par les poteaux incendie, et munie de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours ;
- les poteaux incendie sont reliés au réseau public mais peuvent être basculés sur le réseau sur-pressé de la bache butyle pour obtenir un débit de 180 m³/h fourni par le réseau sur-pressé ;
- de 3 bornes incendie de secours supplémentaires situées côte à côte, permettant de mobiliser la réserve statique de la SEE d'une capacité de 10 000 m³ et munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours ;

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente de la ressource extérieure en eau incendie.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. »

Article 6 : information des tiers

- 1) Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Saint-Avold et pourra y être consultée par toute personne intéressée ;
- 2) Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans la mairie de la commune susvisée.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de la commune susvisée et adressé à la préfecture.

- 3) Le présent arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (*publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Forbach-Boulay-Moselle*) pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 4 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est, le maire de Saint-Avold sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur de la société URSA France.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général


Richard Smith

Voies et délais de recours

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

